

Table des matières

Remerciements.....	7
Liste des principales abréviations	9
Sommaire	13
Introduction.....	17

PREMIÈRE PARTIE REGARD SUR LA PRISE EN COMPTE DU BIEN-ÊTRE ANIMAL EN ÉLEVAGE CANIN

Titre liminaire. De l'espèce <i>canis</i> aux races canines : la mutation d'un animal d'un milieu naturel à un milieu anthropique	43
Chapitre 1. La domestication du loup au regard de l'histoire des migrations de l'Homme et de son évolution de chasseur-cueilleur à agriculteur	47
Section 1. Les premières traces de la présence de <i>canis lupus</i> auprès des Hommes	47
I. Méthodes investigatrices de datation des traces humaines et animales	48
A. L'étude de l'évolution de l'espèce canine par la paléogénétique.....	48
B. L'ancêtre du chien	49
II. Théories sur le rapprochement inter-espèces	50
A. <i>Homo sapiens</i> , à l'origine de la domestication du loup	50
B. Des datations de la domestication imprécises.....	53
Section 2. La domestication : d'un commensalisme à un mutualisme entre le loup et l'homme.....	53
I. La domestication du loup par l'Homme	53
A. Définition de la domestication	53
B. Le processus de domestication	55
II. Les différentes théories de rapprochements interspécifiques	56
A. La domestication par sélections artificielle et naturelle.....	56
B. Hypothèses sur les raisons domesticatoires du loup par <i>Homo sapiens</i>	58
Chapitre 2. L'évolution des loups en canidés au regard de leurs migrations et de leur domestication.....	63
Section 1. L'évolution de « <i>canis lupus</i> » en « <i>canis familiaris</i> » au regard de ses migrations	63
I. Les conséquences des mouvements migratoires de l'espèce <i>canis lupus</i>	63
A. Une pluralité de souches de loups grâce aux flux migratoires.....	64

B. L'intégration progressive de <i>lupus familiaris</i> à la vie de l'Homme.....	65
II. Les modifications morphologiques et comportementales de l'individu domestiqué.....	65
A. Les modifications physiques et comportementales constatées du loup aux côtés de l'Homme.....	66
B. Les causes des modifications du loup	68
Section 2. L'évolution du chien, de l'espèce « <i>canis familiaris</i> » vers les races canines	69
I. La phylogénèse canine au contact de l'Homme	69
A. La nécessité des races ou groupes phénotypiques similaires	70
B. L'appropriation du chien selon les <i>desiderata</i> de l'Homme	71
II. L'évolution scientifique du chien vers la multiplicité des races canines	73
A. Définition scientifique de la race chez le chien.....	73
B. L'apparition des races canines telles que nous les connaissons	74

Titre 1. La réglementation relative à l'activité d'élevage canin..... 83

Chapitre 1. La prise en compte progressive du bien-être animal 85

Section 1. La reconnaissance de la sensibilité animale par le législateur.....	86
I. L'évolution historique du droit de l'animal.....	87
A. L'émergence du droit de l'animal dans le monde	87
B. Les évolutions du droit de l'animal dans le cadre normatif français ..	88
1. La punition de tout acte de cruauté envers les animaux domestiques	89
2. La reconnaissance juridique de l'animal comme être doué de sensibilité	90
3. Une réglementation stricte appliquée aux possesseurs d'animaux domestiques	92
4. L'introduction de la sensibilité animale dans le Code civil.....	93
II. L'émergence de la notion de bien-être animal	95
A. L'émergence au niveau international de la notion de bien-être animal	95
1. La définition du bien-être animal	96
2. La prise en compte du bien-être animal par la soft law.....	97
3. La définition et l'utilisation du néologisme « bientraitance »	99
B. Les besoins spécifiques du chien d'un point de vue zoocentrique....	100
1. L'approche des besoins par la capacité	102
2. Les besoins du chien selon la pyramide de Maslow.....	103
Section 2. La nécessaire prise en compte des besoins du chien dans l'activité de sélection	104
I. L'encadrement des activités de reproduction et d'exposition des races canines.....	104
A. Les règles imposées par la Fédération cynologique internationale (FCI).....	105

B.	Les règles imposées pour les éleveurs français produisant du LOF .	106
1.	La Société centrale canine pour l'amélioration des races de chiens en France.....	106
2.	Les clubs de race et les expositions canines.....	108
II.	Une lutte contre l'hypertype encore insuffisante.....	110
A.	Caractérisation de l'hypertype.....	110
1.	La dégénérescence des animaux induite par la domestication	110
2.	Définition du type et de l'hypertype chez le chien.....	112
3.	Causes et acteurs de la culture du « trop »	114
B.	Les moyens de lutte contre l'hypertype.....	115
1.	Les mesures préventives de lutte contre l'hypertype.....	116
a.	L'insuffisance des mesures légales de prévention.....	116
b.	Les mesures préventives proposées par la <i>soft law</i>	116
c.	Des préconisations nécessaires en matière d'information et de publicité.....	119
2.	Des propositions curatives de lutte contre l'hypertype.....	121
a.	La stérilisation des sujets hors standard comme moyen de lutte contre l'hypertype.....	121
b.	La fin des modifications physiques du chien par l'intervention humaine.....	121
c.	La suppression des expositions canines.....	122
d.	La suppression des races à l'hypertype trop prononcées.....	123
3.	La lutte contre l'hypertype en droit comparé.....	123

Chapitre 2. Les spécificités de l'encadrement juridique de l'activité d'élevage canin.....

		127
Section 1.	L'activité d'élevage canin.....	128
I.	Les obligations administratives inhérentes à l'activité d'éleveur canin .	129
A.	Les formalités administratives nécessaires à la reconnaissance du titre d'éleveur canin.....	130
1.	Le choix de la structure d'exploitation.....	131
2.	Le choix du régime fiscal.....	132
3.	Un régime de protection sociale propre aux agriculteurs.....	132
4.	La désignation obligatoire d'un médiateur de la consommation.....	132
B.	Les formations obligatoires à la reconnaissance du titre d'éleveur.....	133
1.	Les modalités de formation en vue de l'activité d'éleveur canin	133
2.	Les dérogations à l'obligation de formation.....	134
II.	Les dérogations aux obligations administratives inhérentes à l'activité d'éleveur canin.....	135
A.	Exceptions de la détermination de l'éleveur canin professionnel.....	135
1.	Les éleveurs ne cédant pas plus d'une portée par an.....	136
2.	Les éleveurs produisant uniquement des chiens inscrits au LOF.....	136
B.	Les limites de la réglementation concernant les éleveurs pratiquant le non LOF.....	137

1.	L'encadrement des naissances selon le statut du chien	137
2.	Les limites engendrées par la non reconnaissance des chiens inscrits au LOF	137
Section 2.	Les normes règlementaires des installations d'élevage canin	139
I.	Les conditions sanitaires et la prise en compte du bien-être de l'animal en élevage canin	140
A.	Les règles relatives à l'élevage, à la garde et à la détention des animaux	140
B.	Les règles sanitaires et de protection animale auxquelles doivent satisfaire les activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques	142
1.	Les impératifs sanitaires dans le cadre d'une structure d'élevage canin	143
2.	Les besoins biologiques et comportementaux des chiens	143
3.	Les dispositions concernant le personnel en élevage canin et les formalités administratives d'entrées et sorties	144
4.	Les spécificités propres aux chiens	144
a.	Dispositions relatives au mode d'hébergement des chiens	144
b.	Dispositions complémentaires et spécifiques concernant le rythme reproductif légal	145
II.	L'élevage canin au regard des prescriptions en matière de santé, de protection de l'environnement, d'hygiène et de salubrité publique ...	146
A.	Les réglementations des établissements de moins de dix chiens, le règlement sanitaire départemental (RSD)	146
1.	Prescription du règlement sanitaire départemental dans le cadre de l'élevage canin	147
2.	Le principe de réciprocité	148
3.	Le principe d'antériorité ou de « pré-occupation »	148
4.	Le manquement à l'application du règlement sanitaire départemental	149
B.	La réglementation en vigueur pour les établissements de plus de neuf chiens	149
1.	Cadre général des installations classées pour la protection de l'environnement	149
2.	Cadre spécifique des élevages canins relevant du régime des ICPE	150
3.	Les principes de réciprocité et d'antériorité appliqués aux ICPE	153
a.	Le principe d'antériorité	153
b.	Le principe de réciprocité	153
4.	Les contrôles	154
5.	Sanctions en cas de non-respect de la législation	154

Titre 2. Les limites de la réglementation relative à l'élevage canin	161
Chapitre 1. Les limites et les préconisations au regard des conditions d'hébergement des chiens et des seuils quantitatifs des ICPE	163
Section 1. Les limites de l'application des règles d'élevage canin	163
I. Les seuils des régimes des ICPE inadaptés à l'élevage canin	163
A. Le seuil déclaratif des ICPE inadapté à l'élevage canin	164
B. L'absence de plafond limitatif dans le régime de l'autorisation des élevages canins	166
II. Des effectifs insuffisants au bon fonctionnement des ICPE	166
A. Des contrôles et sanctions peu dissuasifs	167
B. L'absence d'encadrement de l'unité de travail annuel dans l'élevage canin	168
Section 2. Axes d'amélioration des conditions de détention des animaux dans les élevages canins	171
I. Une nécessaire modification des seuils du régime des ICPE de l'élevage canin	171
A. La fixation d'un plafond de détention de reproducteurs dans le régime de l'autorisation	173
B. Des modifications nécessaires du régime déclaratif	173
II. L'amélioration quantitative et qualitative du personnel soignant	176
A. Un ratio personnel/femelles reproductrices nécessaire	178
B. Une formation du personnel appropriée au bien-être animal	178
Chapitre 2. Les limites et les préconisations au regard du respect de l'intégrité des reproducteurs	183
Section 1. L'encadrement de la reproduction des chiens issus de l'élevage canin	183
I. L'encadrement légal de la reproduction canine en élevage canin.....	184
A. L'encadrement de l'âge légal des reproducteurs	185
1. L'encadrement de l'âge légal de reproduction de la chienne	185
2. La gestion des périodes de reproduction de la chienne	186
3. La question du mâle reproducteur	186
B. La retraite des reproducteurs et des animaux inadaptés	187
II. Les obligations supplémentaires imposées par la <i>soft law</i> aux éleveurs produisant du LOF	187
A. Les contraintes imposées en faveur de la sélection et de la reproduction des individus.....	188
1. Le processus des cotations pour les sujets reproducteurs.....	188
2. L'âge minimal de reproduction de la chienne.....	190
3. L'âge maximal de reproduction de la chienne	190
4. La gestion des périodes de reproduction par la SCC.....	191
B. Les tests ADN au service de la santé des chiens	191
C. Les démarches plus contraignantes des chartes de qualité de la SCC et des clubs de race.....	193
1. Les éleveurs sélectionnés de la Société centrale canine	193
2. La Charte de qualité dans les clubs de race	193

Section 2. Les nécessaires évolutions de l'encadrement de la reproduction en élevage canin	194
I. L'optimisation du suivi des reproductions	194
A. Tests de santé et de comportement obligatoires quel que soit le type racial des reproducteurs	195
B. Interdiction des mariages consanguins ou entre sujets de couleur « merle »	196
1. La réglementation des mariages entre chiens porteurs de « couleur merle »	196
2. La réglementation des mariages à consanguinité rapprochée	198
II. Un meilleur encadrement des reproducteurs pendant leur activité et après leur retraite	200
A. Les différents âges de la reproduction	200
B. Le devenir des réformés d'élevage	201

DEUXIÈME PARTIE

LA PRISE EN COMPTE DU BIEN-ÊTRE ANIMAL DANS LE CONTRAT DE CESSIION DU CHIEN

Titre 1. Une adaptation du contrat de vente en faveur du bien-être de l'animal de compagnie	215
Chapitre 1. L'encadrement juridique de la vente d'animaux de compagnie	219
Section 1. Les différents acteurs de la vente d'animaux de compagnie	220
I. L'activité de cession de chiens par des acteurs non-naisseurs	220
A. Les acteurs de la filière sans but lucratif	220
B. Les acteurs de la filière à but lucratif	222
1. Les foires et salons du chiot	223
2. Les sites de ventes en ligne	223
3. Les animaleries	225
II. L'activité de cession de chiens par des acteurs naisseurs	228
A. Les éleveurs professionnels	229
B. Les éleveurs occasionnels ou dérogataires	231
Section 2. Une adaptation du contrat de vente aux spécificités de l'objet du contrat	233
I. La recherche éclairée d'un animal de compagnie	233
A. La recherche d'un chien au regard de ses besoins zoocentriques	233
B. Du chien rêvé au chien abandonné	235
II. La théorie générale des contrats aménagée pour la vente de l'animal de compagnie	238
A. Le cadre normatif de la vente d'un animal de compagnie	238
1. Les obligations d'information dans la vente d'un animal de compagnie	238
2. Les clauses spécifiques du contrat de cession dans le cadre d'une adoption en refuges	239

3. Les dispositions spécifiques à l'objet du contrat de cession d'un animal de compagnie.....	240
4. Les documents d'informations sur les besoins de l'animal de compagnie.....	242
a. Le document d'information sur les caractéristiques et les besoins de l'animal	242
b. Le certificat d'engagement et de connaissance.....	243
B. Le devoir de conseil dévolu au vendeur.....	245
1. Les spécificités du devoir de conseil au regard de l'objet de la vente.....	245
2. Une souplesse réglementaire contre-productive du certificat d'engagement et de connaissance.....	247

Chapitre 2. Les limites de la cession des animaux de compagnie en droit interne et en droit communautaire.....

Section 1. Les incohérences règlementaires en droit positif en matière de protection animale.....	254
I. L'identification par puce, un outil insuffisamment exploité comme lutte en faveur de la protection animale.....	254
A. Un laxisme général sur l'identification des animaux de compagnie.....	256
1. La réglementation encadrant l'obligation d'identification	256
2. Les limites de l'identification des chiens et chats	257
B. Une obligation d'identification plus contrôlée.....	258
1. Un pouvoir de police donné aux vétérinaires et aux refuges.....	259
2. Une systématisation de l'application des sanctions pour absence d'identification.....	260
II. Une nécessaire remise en question de la dérogation attribuée aux salons et foires.....	261
A. La vente en salons et foires spécialisés, la grande oubliée de la loi du 30 novembre 2021	261
1. La dérogation au principe d'interdiction de vente d'animaux en foires et salons	261
2. L'inefficacité du délai de rétractation dans les foires et salons ...	262
3. Les conséquences attendues du certificat d'engagement et de connaissance sur les ventes en foires et salons	263
B. La nécessaire interdiction de vente dans les salons et foires.....	264
Section 2. Un encadrement insuffisant de l'importation de chiens	266
I. Les circuits de vente de chiens issus de l'importation.....	266
A. L'importation d'animaux de compagnie au sein de l'Union européenne	267
1. Les mouvements commerciaux et non commerciaux à destination d'un pays membre de l'Union européenne	267
2. Le manque d'harmonisation de l'enregistrement et de l'identification des animaux domestiques entre États de l'Union européenne.....	269

3.	L'inexistence de règles communes d'élevage des animaux de compagnie en faveur d'une concurrence déloyale au sein de l'Union européenne	271
B.	L'absence de considération du bien-être animal dans les circuits de vente de chiens issus de l'importation	272
1.	Le non-respect de l'âge légal d'importation.....	272
2.	L'augmentation du risque sanitaire lié à l'importation.....	274
3.	Les conditions de transports délétères pour l'animal	275
II.	Un nécessaire durcissement réglementaire de l'importation d'animaux de compagnie au sein de l'Union européenne	275
A.	L'enjeu de l'harmonisation européenne de l'outil d'identification dans le cadre des règles d'importation	276
1.	Une homogénéisation des numéros de transpondeurs en faveur de la traçabilité de l'animal	276
2.	Une harmonisation internationale de la gestion du fichier d'identification des animaux domestiques par transpondeurs.....	278
B.	Les dispositions légales françaises comme source d'inspiration du législateur européen.....	279
1.	Les mesures de lutte contre l'importation précoce des chiots	280
2.	Un renforcement des sanctions attendu de l'Union européenne .	281

Titre 2. Une adaptation du droit de propriété en faveur de la sensibilité de l'animal de compagnie..... 287

Chapitre 1. La protection du chien par son appropriation ou la difficile cohabitation entre animal sensible et animal chose..... 289

Section 1.	Règles générales du droit des biens au regard de l'objet de droit, le chien	290
I.	L'animal, objet de droit, au regard du droit des biens	290
A.	La notion de bien.....	291
1.	La chose et le bien	291
2.	La qualification de l'animal de compagnie comme chose ou bien	291
B.	La place de l'animal de compagnie dans la classification de bien meuble et immeuble.....	293
1.	Définition de bien meuble et immeuble	293
2.	La qualification d'animal de compagnie comme bien meuble ou immeuble	293
II.	La notion de droit de propriété au travers du prisme de l'animal vivant et sensible.....	296
A.	Les limitations au droit d'usage de l'animal domestique.....	296
1.	Les atteintes involontaires à la vie ou à l'intégrité de l'animal ...	297
2.	L'atteinte au droit d'usage par l'interdiction de pratiquer des sévices graves, de nature sexuelle, ou actes de cruauté envers les animaux.....	299
3.	La limitation du droit d'usage ou abus de droit?	301
B.	Les limitations du droit de disposition de l'animal domestique.....	302

1. L'interdiction de détruire l'animal.....	302
2. L'interdiction d'abandonner l'animal.....	305
Section 2. L'idée d'un nouveau statut <i>sui generis</i> pour l'animal de compagnie.....	307
I. Le statut de l'animal de compagnie enclavé dans la <i>summa divisio</i>	307
A. L'évolution juridique de la notion de protection animale.....	307
1. Une protection commencée par la Déclaration universelle des droits de l'animal.....	309
2. Les propositions visant à sortir l'animal de sa qualification de simple bien.....	310
B. La difficile conciliation entre qualification juridique et valeur affective de l'animal dans le droit positif.....	312
1. L'intégration de la définition de l'animal, être vivant et sensible dans le Code civil.....	312
2. La portée de la consécration de la notion de sensibilité de l'animal dans le Code civil.....	313
II. La reconnaissance de la sensibilité animale ou l'émergence d'un nouveau statut juridique.....	315
A. Un positionnement catégoriel complexe pour l'animal.....	316
1. La catégorisation des animaux ou comment ranger l'animal.....	317
2. L'extraction de l'animal du régime des biens comme prise en compte de sa sensibilité et de son bien-être.....	319
3. Les interprétations limitatives de l'extraction de l'animal de la catégorie des biens.....	320
B. Une évolution nécessaire du statut de l'animal au regard de ses besoins.....	321
1. Une réflexion sur l'émergence d'une troisième catégorie juridique attribuée à l'animal.....	321
2. La notion de personnalité technique.....	323
Chapitre 2. Les avancées prétoriennes garantes de la prise en compte de la singularité de l'animal domestique.....	329
Section 1. Les mécanismes de réparation du préjudice au regard de l'animal objet et sensible.....	330
I. La réparation du préjudice subi par l'animal de compagnie.....	330
A. Les préjudices subis par l'Homme au regard de la souffrance de son animal.....	331
1. Le préjudice matériel subi par le propriétaire de l'animal.....	331
2. Le préjudice moral subi par le propriétaire de l'animal.....	332
B. La prise en compte de l'animal sensible enclavée dans les limites patrimoniales.....	334
1. L'animal de compagnie : un objet de divorce pas comme les autres.....	334
2. Les difficultés liées à la preuve de l'appartenance de l'animal de compagnie.....	336
II. La consécration par la jurisprudence de la reconnaissance de la sensibilité animale.....	338

A.	L'application de la garantie légale de conformité dans le cadre de la vente d'un animal de compagnie	339
1.	Rappel des faits de l'arrêt de la Cour de cassation du 9 décembre 2015, dit arrêt <i>Delgado</i>	339
2.	L'application de la garantie de conformité à la rescousse de la protection de l'animal	340
3.	Interprétation des juges relative à l'animal de compagnie objet du litige et avancées de la protection animale	341
B.	Les limites interprétatives à l'application de la garantie légale de conformité dans le cadre de la vente d'un animal de compagnie.....	342
1.	La notion du professionnalisme au regard de la vente d'animaux de compagnie.....	343
2.	Le vendeur soumis à la seule volonté de « l'acheteur-attaché »..	343
3.	Une interprétation limitative de la définition de l'animal approprié.....	344
4.	Le défaut de conformité, ou l'épée de Damoclès au-dessus du vendeur	344
Section 2.	La nécessaire exclusion du droit de la consommation du contrat de vente d'animaux domestiques.....	346
I.	La nécessaire exclusion de l'application du défaut de conformité appliqué au vivant.....	347
A.	L'application du droit de la consommation contraire à la législation européenne	347
B.	La <i>probatio diabolica</i> de l'interprétation de bien conforme au contrat de vente de l'animal	348
II.	La protection du propriétaire de l'animal de compagnie par le droit rural et le droit civil	352
A.	Le retour de l'application du droit rural dans les contrats de vente d'animaux de compagnie	352
1.	Le mécanisme de l'action en garantie des vices rédhibitoires.....	353
2.	Les effets de la vente par l'action fondée sur l'existence de vices rédhibitoires	355
B.	L'exclusion du droit rural au profit du droit civil dans la vente d'animaux domestiques.....	356
1.	La simultanéité des règles spéciales du droit rural et du droit civil	356
2.	L'application conventionnelle du droit civil et des vices cachés au contrat de vente d'animaux domestiques.....	358
	Conclusion générale.....	367
	Bibliographie.....	371
	Index.....	421